



**PARTI RADICAL**  
Liberté, Égalité, **Fraternité**

**« Vouloir l'Europe dans un monde nouveau »**

*Elections européennes du 7 juin 2009*

## AVANT-PROPOS

A l'occasion de sa convention nationale des 13 et 14 décembre 2008 intitulée « *Vouloir l'Europe dans un monde nouveau* », le Parti Radical a réaffirmé son attachement profond et ancien au projet européen : plus vieux Parti de France, le Parti Radical est aussi le plus « vieux parti europhile de France ».

Depuis le début de l'année 2009, les militants et sympathisants radicaux ont ainsi échangé et débattu au sein de leur fédération sur l'avenir de la construction européenne, sur ses acquis, sur ses insuffisances et sur ses défis. Nous en profitons pour saluer le remarquable travail accompli par notre Vice-présidente, Eléonore SCARAMOZZINO, qui a organisé, entre le mois d'octobre et le mois de décembre 2008, un cycle de quatre « *Entretiens de Valois* » en marge de la Présidence Française de l'Union européenne et dont les conclusions ont été remises à notre Président, Jean-Louis BORLOO, le 24 février 2009. Nous tenions également à remercier très chaleureusement la Présidente de la Commission des Affaires européennes du Parti Radical, Viviane de BEAUFORT, dont l'expérience et l'expertise sur les questions européennes ont été particulièrement précieuses dans l'élaboration de cette synthèse. Un dernier mot enfin pour féliciter les jeunes radicaux d'Annabelle FERRY qui ont identifié quatre enjeux prioritaires pour l'Europe et démontré ainsi que « *l'avenir de la jeunesse était en Europe* ».

=> Si nous avons souhaité intituler cette contribution « *Vouloir l'Europe dans un monde nouveau* », c'est essentiellement pour trois raisons :

► D'abord, l'Europe ne doit plus être un projet « subi » mais « voulu », c'est-à-dire **politique, partagé et populaire**. Ceci implique de revoir en profondeur les méthodes et les procédures qui ont accompagné la construction européenne, en partant des besoins pour parvenir aux fins et en associant le plus largement possible les différentes composantes de la société civile. On ne peut pas construire l'Europe de demain en se fondant uniquement sur les méthodes d'hier.

► Ensuite, de nombreux observateurs sont d'accord pour reconnaître que l'Europe est l'échelon territorial le plus pertinent pour répondre aux grands défis de ce début de 21<sup>ème</sup> siècle : le défi alimentaire, le défi industriel et technologique, le défi énergétique et climatique, le défi économique et financier... Si aujourd'hui, nous voulons l'Europe c'est tout simplement parce qu'elle nous semble nécessaire. L'objectif consiste désormais à **transformer cette « évidence historique ou stratégique » ressentie par certains en évidence politique et démocratique partagée par tous.**

► Enfin, depuis la fin de la Présidence Française de l'Union européenne, notre conviction est que **l'Europe peut et doit jouer un rôle moteur dans la reconstruction d'un capitalisme totalement déboussolé et uniquement soumis à une logique de court terme.** Ainsi, face à la plus grande crise de sens ou de conscience que le monde ait connue depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, l'Europe doit affirmer clairement ses valeurs d'ouverture, d'humanisme et de tolérance. Face à une mondialisation incontrôlée et incontrôlable, l'Europe doit redevenir une source de normes et de régulation. Face au retour des égoïsmes nationaux et aux tentations du repli, l'Europe doit s'imposer comme un « espace d'exemplarités ».

Pour nous, radicaux, l'Europe politique n'est pas morte : elle n'est tout simplement pas encore née.

=> La présente contribution synthétise les propositions formulées par l'ensemble des militants et sympathisants radicaux dans le cadre de débats décentralisés. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un « programme » mais plutôt d'une « **boîte à outils** » à destination de l'ensemble des candidats. Dans un souci de méthode et de clarté, nous avons retenu en priorité les propositions les plus concrètes et les plus opérationnelles, en les regroupant autour de trois thèmes dont les intitulés pourraient constituer la devise de l'Europe des cinq ans à venir : « **Responsabilité, citoyenneté, solidarité** ».

**Laurent HENART**  
**Secrétaire Général**

**Serge LEPELTIER**  
**1<sup>er</sup> Vice-président**

# I

## « *Pour une croissance durable et responsable* »

### Proposition n°1 : doter l'Europe d'une nouvelle architecture financière

► *L'objectif est de définir des règles de bonne gouvernance, pouvant servir de modèle à une nouvelle architecture financière internationale. Pour les radicaux, cette nouvelle constitution financière pourrait s'articuler autour des propositions suivantes :*

1/ **Création d'une agence publique européenne de notation financière**, placée sous l'autorité de la Commission, et composée de délégués issus des autorités nationales type AMF. Son but serait de proposer une analyse fiable et totalement indépendante des valeurs présentes sur les marchés.

2/ **Homologation des produits financiers** : chaque année, l'agence publique européenne de notation financière publierait une liste de produits financiers réputés « sains ». Les institutions financières utilisant des produits financiers non homologués ne pourraient pas prétendre à la note maximale décernée par l'Agence publique européenne de notation financière.

3/ **Incitation, au niveau de l'Union européenne, à l'octroi d'avantages spécifiques aux investisseurs de long terme** sous forme : d'incitations fiscales par les Etats membres, de droits de vote ou de dividendes supplémentaires.

4/ **Obligation pour les banques européennes souhaitant bénéficier à l'avenir de la garantie des Etats de conserver une part prépondérante de leurs dividendes.**

5/ **Elaboration d'une « charte de la transparence financière »** pour lutter contre les paradis fiscaux sur le territoire de l'Union.

6/ **Possibilité pour l'Union européenne de recourir à l'emprunt** pour financer un plan de relance européen d'infrastructures.

7/ **Création d'une « taxe exceptionnelle sur les transactions financières »**, limitée dans le temps (3 à 6 mois), pour abonder un fonds stratégique européen destiné à consolider le capital de l'industrie européenne.

8/ **Ce fonds stratégie européen** aurait également pour mission **d'appuyer les mesures des plans de relance nationaux** présentant un intérêt communautaire.

#### **Proposition n°2 : doter l'Europe d'une nouvelle architecture budgétaire**

► *La crise économique a montré les limites du Pacte de Stabilité et de Croissance, à la fois trop strict, notamment sur la règle des 3%, et trop souple sur les sanctions en cas de non respect de ses obligations.*

1/ **Elaborer les budgets nationaux** sur la base d'**indicateurs objectifs communs** à tous les Etats membres.

2/ Déterminer un seul objectif : **stabilité du ratio dette sur PIB à un niveau inférieur ou égal à 60%** sur l'ensemble du cycle économique.

3/ Fixer une règle de bonne gouvernance : **le déficit public doit uniquement financer les dépenses d'investissement.**

#### **Proposition n°3 : doter la zone euro d'un véritable pilote de sa politique économique**

► *La crise économique a, là encore, démontré la nécessité de disposer d'un « véritable pilote » ou d'un « coordinateur en chef » de la politique économique de la*

zone euro. Pour les radicaux, l'objectif est de faire du Président de l'Euro-groupe le « Super Ministre des Finances » de la zone euro.

1/ Le Président de l'Euro-groupe serait chargé de proposer après avis de la BCE, **les orientations en matière de politique de changes pour la zone euro.**

2/ Il **assisterait systématiquement aux réunions du G8** et serait le représentant des intérêts de la zone euro, prise dans son ensemble.

3/ Il disposerait **d'un réel pouvoir de recommandation** en matière économique et budgétaire auprès de la BCE.

#### **Proposition n°4 : pour une concurrence mondiale fondée sur la qualité**

► *Notre conviction est que nos économies industrialisées n'ont pas vocation à concurrencer les pays émergents sur les coûts de productions. Il s'agit donc pour nous, de passer d'une concurrence uniquement fondée sur les prix à une concurrence essentiellement fondée sur la qualité : qualité des produits, qualité énergétique, qualité de la formation initiale ou continue, qualité des conditions de travail et des services publics,...*

*Il existe, en effet, deux façons d'augmenter le rapport qualité/prix qui est au fondement même de la concurrence et de la compétitivité : soit on cherche à réduire sans cesse les coûts de production, soit on décide d'augmenter la qualité des biens et des services. Or, ce qui fait la force de nos économies et de nos salariés, ce n'est pas leur capacité à produire toujours moins cher, mais leur capacité à produire toujours mieux, grâce à leur savoir-faire, à la recherche, grâce à l'école, grâce à l'enseignement supérieur, grâce à la qualité de notre système de soins ou du dialogue social.*

*La clef de notre compétitivité de demain ne réside donc pas dans la remise en cause de notre modèle social mais, au contraire, dans notre capacité à investir massivement*

*dans ce qui fait notre force depuis toujours à savoir l'enseignement, les services publics, la santé, l'accompagnement social...Ainsi, loin de pénaliser la compétitivité de notre pays, notre modèle social en est un élément essentiel.*

1/ Faire de l'économie européenne **l'économie la plus sobre en carbone et en énergie** du monde.

2/ Mettre en place **un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières** à l'égard des produits en provenance des Etats non signataires du Protocole de Kyoto et/ou du futur accord de Copenhague.

3/ **Généraliser les constructions à énergies positives, en Europe, à l'horizon 2012.**

4/ Bâtir un consortium européen sur le modèle d'Airbus pour la construction de véhicules électriques.

5/ **Constituer une trame verte et bleue au niveau européen** pour garantir les continuités écologiques entre Etats et protéger ainsi la biodiversité.

6/ Créer **un système européen de certification environnementale des exploitations agricoles** (sur le modèle HVE, haute valeur environnementale).

7/ Définir une **approche commune européenne de la notion de « produits issus de l'agriculture biologique »**. Doubler la surface agricole utile européenne cultivée en bio à l'horizon 2014.

8/ Objectif de **2% du territoire européen placé sous protection naturelle forte à l'horizon 2020** (aires marines protégées, parcs naturels,...).

9/ Organiser, chaque année, **un sommet social européen réunissant les chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que les représentants des syndicats européens.**

10/ Plaider, au niveau mondial, **pour une fusion de l'OIT et de l'OMC** afin que les Etats ne respectant pas le droit international du travail ne puissent pas bénéficier de l'ouverture des marchés.



## II

### *« Pour une citoyenneté vécue, connue et reconnue »*

#### Proposition n°1 : pour une citoyenneté vécue

► *Depuis cinquante ans, la construction européenne s'est essentiellement concentrée sur la libre circulation des capitaux et des biens. Pour les radicaux, il s'agit désormais d'insister sur la libre circulation des personnes. La mobilité constitue en effet la première étape vers une « citoyenneté vécue » au quotidien.*

1/ Préparation de plusieurs « **paquets mobilité** » destinés à lever les obstacles à la libre circulation des personnes :

- **Paquet « droits sociaux »** comprenant par exemple la création d'une carte européenne d'assurance sociale couvrant la maladie, la retraite et le chômage.
- **Paquet « droit civil »** prévoyant l'harmonisation des règles en matière de mariage, de divorce, de contrats de mariage ou de succession,...
- **Paquet « reconnaissance mutuelle des diplômes et des qualifications »** comprenant la généralisation des crédits d'apprentissage pour l'enseignement de la formation professionnelle (ECVET).
- **Paquet « mobilité jeunesse »** prévoyant notamment la possibilité d'obtenir les aides du pays d'accueil pour un séjour d'études supérieur ou égal à un semestre.

2/ Elaboration, dans un second temps, d'un véritable « **code de procédure civile européen** » clarifiant les règles jurisprudentielles édictées par la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE) : son but ne serait **pas de dire le droit mais de**

**dire quel droit s'applique dans quelle situation** (quel juge compétent en cas de divorce ? Quelle législation nationale s'applique en cas de succession ?..)

3/ **Elaboration, à terme, d'un « droit civil européen »** optionnel, reconnu dans tous les Etats membres. Les ressortissants de l'Union auraient ainsi la possibilité de contracter soit dans le cadre de la réglementation nationale, soit dans le cadre de ce nouveau régime européen.

4/ **Lancement d'un service civil européen sur une base volontaire** : action humanitaire, protection de l'environnement, restauration du patrimoine.

5/ Création **d'un réseau européen des sécurités sociales** pour faciliter l'échange d'informations.

6/ Encourager financièrement toutes les universités européennes à **délivrer des diplômes conjoints avec une ou deux autres universités.**

7/ Décliner le label « Erasmus » dans deux directions :

- **Généraliser un « Erasmus des lycées »** pour offrir la possibilité aux plus jeunes d'effectuer des séjours linguistiques.
- **Expérimentation d'un « Erasmus des enseignants »** prévoyant des échanges de professeurs entre deux écoles, deux collèges, deux lycées ou deux universités.

8/ Encourager le développement **de « classes Europe » dans les collèges**, sur le modèle des « classes vertes », en s'appuyant sur les jumelages entre communes.

9/ Généraliser, dans les Universités volontaires, **les licences bilingues où la moitié des cours seraient enseignés** exclusivement en langues étrangères par des professeurs participant au programme « Erasmus des enseignants ».

10/ **Création d'un « PASS Europe »**, sous la forme de chèques vacances, à destination des jeunes de 18 à 25 ans, sous conditions de ressources, offrant des réductions en matière de transport et de logement.

**Proposition n°2 : pour une citoyenneté connue**

► *Il suffit de surfer quelques minutes sur Internet pour se rendre compte de la très grande diversité des sources d'informations. De plus, les citoyens connaissent pas ou peu le travail effectué par les institutions européennes.*

1/ **Mise en place d'un service d'information unique**, avec un site Internet unique, un numéro de téléphone unique et un label identifiable dans toute l'Europe.

2/ **Désignation, dans chaque préfecture, d'un « Monsieur Europe »** (informations pratiques, état du droit, accompagnement dans les démarches administratives,...).

3/ **Création, sur la TNT, d'une chaîne de télévision publique consacrée à l'Europe** sur le modèle de LCP ou de Public Sénat.

4/ **Obligation pour les médias de l'audiovisuel public de consacrer 5 minutes de leurs journaux nationaux à l'actualité des institutions de l'Union européenne.**

**Proposition n°3 : pour une citoyenneté reconnue**

1/ Renforcer les « *groupements européens de coopération territoriale* » (GECT) qui regroupent actuellement plusieurs communes transfrontalières ou plusieurs régions :

- Prévoir une **dotacion européenne spécifique au profit de ces groupements.**
- **Evolution à terme vers de véritables « collectivités territoriales européennes » : « Euro-métropoles » et « Euro-régions ».**

2/ Création **d'un réseau consulaire unique.**

3/ Création **d'un « passeport européen »** comprenant une **partie nationale et une partie européenne.**

4/ Mise en place **d'un livret de famille européen**, valable dans l'ensemble des Etats de l'Union européenne, proposant **un état précis et fiable** de la situation de famille de chaque ressortissant.

5/ Donner une **valeur juridique contraignante** à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, sans attendre la ratification complète du Traité simplifié de Lisbonne.

### III

#### *« Pour une Europe des solidarités »*

► *En dépit de spécificités économiques, industrielles et géographiques différentes, les Etats européens font face à des défis communs : sécurité énergétique, défense des valeurs humanistes, recherche et innovation, ... De plus, ces défis nécessitent la plupart du temps une action collective : la réponse européenne à la mondialisation, doit être la solidarité. Il s'agit au fond de passer d'une « Europe des concurrences » à une « Europe des complémentarités et des solidarités ».*

#### **Proposition n°1 : solidarité face aux nouvelles formes de criminalité**

1/ **Généralisation au niveau européen** du dispositif français « **alerte enlèvement** ».

2/ **Transformation d'EUROPOL** en agence de l'Union européenne.

3/ Création **d'un corps « EURONET »** réunissant les meilleurs experts européens en matière de lutte contre la cybercriminalité.

4/ Création d'une **plateforme européenne de signalement** pour les délits commis sur le web.

5/ Expérimentation **d'un système européen unique d'information** sur les casiers judiciaires.

#### **Proposition n°2 : solidarité face aux risques pesant sur notre indépendance énergétique**

► *L'UE se retrouve aujourd'hui face à un paradoxe. Les 27 Etats membres ont trouvé un accord sur le Paquet Energie Climat et parlent désormais d'une seule voix au sein*

*de toutes les grandes conférences internationales sur le climat. L'Europe est également convaincue de la nécessité de construire un marché de l'énergie qui fonctionne librement. Cependant, nous ne disposons actuellement d'aucune politique commune en matière de sécurité énergétique. Il s'agit pour l'Europe de faire face à trois défis : la raréfaction des ressources fossiles, la concentration des réserves au sein de deux ou trois zones géographiques et la hausse continue de la demande mondiale.*

**1/ Demander aux Etats de programmer ensemble et non pas uniquement pays par pays, leurs besoins, leurs infrastructures et leurs stocks.**

**2/ Elargir les compétences du Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune aux questions énergétiques :** l'objectif est que l'Europe puisse parler d'une seule voix au nom de ses 450 millions de consommateurs.

**3/ Créer à terme une véritable « Communauté européenne de l'énergie ».**

**Proposition n°3 : solidarité face aux risques de remise en cause de nos valeurs démocratiques et humanistes**

1/ Réaffirmation de l'objectif fixé par le Conseil européen d'Helsinki : l'UE doit être **capable de déployer 60 000 hommes en 60 jours** pour une durée d'un an dans le cadre des missions de PETERSBERG (missions humanitaires, opérations de rétablissement ou de maintien de la paix).

2/ Création **d'une école commune de formation des officiers.**

3/ Définition de **trois ou quatre grands projets industriels d'armement communs.**

**Proposition n°4 : solidarité avec l'ensemble des pays méditerranéens**

► *L'Union pour la Méditerranée (UPM) est, d'une certaine façon, la poursuite du projet européen sous d'autres formes : un projet de paix, de prospérité et de respect de l'Homme.*

1/ Faire de la Méditerranée **la mer la plus propre du monde.**

2/ Faire du bassin méditerranéen le **premier producteur mondial d'énergies renouvelables.**

3/ Faire de l'Union pour la Méditerranée **la première zone au monde en termes de transferts de technologies et de savoir-faire sur un axe Nord/Sud.**

4/ Doter **l'Union pour la Méditerranée d'une structure politique permanente.**

**Proposition n°5 : solidarité avec le reste du monde**

1/ L'Europe doit continuer à **peser de tout son poids pour obtenir un accord, à Copenhague, en décembre 2009, sur le climat.**

2/ L'Europe **doit continuer à militer, au niveau International, pour la création d'un « GIEC de la biodiversité »** afin de proposer aux responsables publics une information objective et fiable sur l'état de nos écosystèmes.

3/ **L'Europe doit s'engager à atteindre les objectifs du millénaire en Afrique** sur trois ou quatre grandes priorités :

- L'accès à l'eau.
- La réduction de moitié du nombre de personnes souffrant de malnutrition.
- La réduction de moitié de la mortalité infantile.
- L'accès à l'énergie.